

CCP

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

N° MP 2025 / 07

**ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR LA
CONSTRUCTION D'UN CENTRE CULTUREL ET
SPORTIF – UNIVERSITÉ DE GUYANE**

SEPTEMBRE 2025

Table des matières

1. Objet de la mission et cadre juridique	4
1.1 Objet du CCTP	4
1.2 Cadre juridique applicable	4
1.3 Spécificités juridiques et réglementaires applicables en Guyane	5
1.3.1 Urbanisme et aménagement	5
1.3.2 Construction et risques naturels	5
1.3.3 Environnement et biodiversité	5
1.3.4 Énergie et climat	5
1.3.5 Dispositions sociales et insertion	5
2. Contexte et enjeux	6
2.1 Contexte universitaire	6
2.1 Contexte institutionnel et universitaire	6
2.2 État des lieux des infrastructures sportives	6
2.3 Étude de faisabilité (CP&O – 2023)	6
2.4 Objectifs de l'opération	7
2.5 Enjeux identifiés	7
2.6 Pratique sportive et écosystème local	7
3. Missions détaillées de l'AMO	8
3.1 Programmation technique détaillée – deux scénarios	8
3.1.1 Démarche des concertations et recueil des besoins	8
3.1.2 Analyse du site et des contraintes	8
3.1.3 Élaboration des fiches espaces	8
3.1.4 Élaboration des scénarios programmatiques	9
3.1.5 Estimation budgétaire et compatibilité financière	9
3.1.6 Validation et livrables	9
3.1.7 Diagnostic structurel intégré à la mission d'AMO	9
3.2 Assistance au choix des autres prestations intellectuelles	10
3.2.1 Prestataires potentiellement concernés, en fonction des besoins estimés par l'AMO	10
3.2.2 Missions de l'AMO	10
3.3 Assistance au recrutement de la maîtrise d'œuvre	10
3.3.1 Rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pour le concours	10
3.3.2 Analyse des candidatures	11
3.3.2 Organisation du premier jury	11
3.3.3 Analyse des esquisses	11
3.3.4 Organisation du second jury	11
3.3.5 Assistance aux négociations	12
3.3.6 Rapport final	12
3.4 Phase conception – suivi APS uniquement (en option)	12
3.4.1 Vérification de la conformité	12
3.4.2 Analyse fonctionnelle et technique	12
3.4.3 Rapport APS	12

3.8 Projet collaboratif avec l'université	12
3.8.1 Objectifs	12
3.8.2 Modalités.....	12
3.8.3 Rôle de l'AMO	13
4. Livrables attendus.....	13
4.1 Phase initiale.....	13
4.2 Programmation technique détaillée	13
4.3 Prestations intellectuelles	13
4.4 Recrutement MOE.....	13
4.5 Suivi APS.....	13
4.6 Projet collaboratif universitaire.....	14
5. Moyens attendus	14
5.1 Disponibilité et engagement	14
6. Délais et jalons	14
6.2 Contraintes.....	14
7. Modalités contractuelles.....	14
7.1 Type de marché	14
7.2 Engagement de l'AMO	15
7.3 Phasage contractuel et paiements.....	15
7.4 Pénalités et sanctions	15
7.5 Sous-traitance.....	15
7.6 Assurances et garanties	16
7.7 Confidentialité et données personnelles	16
7.8 Indépendance et impartialité	16
7.9 Coordination avec le maître d'ouvrage	16
7.10 Spécificités liées à la Guyane	16
7.11 Engagement environnemental.....	17
8. Critères d'analyse des offres.....	17
8.1 Valeur technique (25 %).....	17
8.2 Prix (65 %)	18
8.3 délais (10 %)	18

1. Objet de la mission et cadre juridique

1.1 Objet du CCTP

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les missions, obligations et livrables de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) que l'Université de Guyane souhaite recruter dans le cadre d'une opération de construction et de réhabilitation d'un centre culturel et sportif implanté sur le campus de Troubiran à Cayenne.

Cette mission d'AMO vise à accompagner l'Université dans :

- La programmation technique détaillée, avec l'élaboration de deux scénarios alternatifs,
- L'assistance à la désignation des autres prestataires intellectuels,
- L'assistance au recrutement de la maîtrise d'œuvre,
- Le suivi des études APS,
- La mise en place d'un projet collaboratif avec la communauté universitaire, intégrant les étudiants et enseignants.
- Diagnostics structure sur l'existant.

L'équipement projeté devra être modulable, multifonction et durable. Il devra accueillir à la fois les activités sportives courantes, des compétitions universitaires, ainsi que des événements culturels, tout en respectant les exigences environnementales et réglementaires locales.

1.2 Cadre juridique applicable

Les prestations de l'AMO s'exécuteront dans le cadre juridique suivant :

- **Code de la commande publique** (ordonnance n°2018-1074 et décret n°2018-1075), en vigueur au 1er avril 2019.
- **Loi n°85-704 du 12 juillet 1985** (dite loi MOP) et décrets associés.
- **CCAG Prestations Intellectuelles (2021)**.
- **Code de la construction et de l'habitation (CCH)**, notamment sur les ERP (art. R. 123-1 et suivants) et l'accessibilité (art. R. 111-19 et suivants).
- **Code de l'urbanisme**.
- **Code de l'environnement**.
- **Code du sport**, notamment art. L312-1 et suivants relatifs aux équipements sportifs.
- **Réglementations techniques nationales** : sécurité incendie, normes parasismiques (Eurocode 8), normes paracycloniques, accessibilité PMR, acoustique, thermique (RE2020).

1.3 Spécificités juridiques et réglementaires applicables en Guyane

En Guyane, des dispositions particulières doivent être prises en compte, du fait du climat, des risques naturels, de la biodiversité et du régime administratif local.

1.3.1 Urbanisme et aménagement

- **Code de l'urbanisme**, mais avec adaptations locales prévues par l'**ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012** et la **loi n°2017-256 du 28 février 2017** (égalité réelle outre-mer).
- **Schéma d'aménagement régional (SAR) de Guyane**.
- **Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de Cayenne**, notamment pour les inondations et mouvements de terrain.

1.3.2 Construction et risques naturels

- Respect des **normes parasismiques applicables aux DOM**.
- Intégration des prescriptions liées à la **corrosion** en milieu équatorial humide (béton, aciers, bardages).

1.3.3 Environnement et biodiversité

- Respect des dispositions spécifiques du **Parc Amazonien de Guyane** et des zones protégées.
- Application des dispositions du **Code de l'environnement Livre IV** pour les espèces protégées.
- Intégration des prescriptions locales relatives aux **zones humides** (notamment directives DEAL Guyane).
- Éventuelles obligations d'**étude d'impact** selon la nomenclature ICPE/loi sur l'eau.

1.3.4 Énergie et climat

- Application de la **RE2020**, adaptée aux spécificités tropicales (décret et arrêtés du 29 juillet 2022 fixant les modalités pour l'outre-mer).
- Prise en compte du **décret tertiaire** (décret n°2019-771 et arrêté du 10 avril 2020), avec objectifs de réduction énergétique progressive.
- Valorisation des solutions bioclimatiques (ventilation naturelle, protections solaires, toitures ventilées).

1.3.5 Dispositions sociales et insertion

- Application des clauses sociales prévues par le **Code de la commande publique** (art. L.2112-2).

- Intégration possible de clauses d'insertion en lien avec les publics étudiants et les jeunes de Guyane.

2. Contexte et enjeux

2.1 Contexte universitaire

2.1 Contexte institutionnel et universitaire

Le campus de Troubiran a été inauguré en 2006. Aujourd'hui, il héberge environ 4 489 étudiants et 300 personnels. Selon le Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), actualisé en 2024, les projections indiquent une croissance de la population étudiante avoisinant les 7 000 inscrits à l'horizon 2030.

L'Université de Guyane, dans son développement académique, ouvre une **licence STAPS (Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives)** dès la rentrée 2024. Cette ouverture entraîne un besoin urgent d'infrastructures sportives adaptées pour accueillir les enseignements, les pratiques encadrées et les évaluations.

Le projet du centre culturel et sportif répond donc à une double ambition : combler un déficit structurel en équipements et accompagner une dynamique académique et sociale.

2.2 État des lieux des infrastructures sportives

Aujourd'hui, l'offre sportive du campus est limitée et disparate :

- **Halle sportive** : acquise par l'Université en 2009,
- **Dojo** : aménagé dans un ancien restaurant de l'ASPTT, aujourd'hui utilisé pour des arts martiaux et comme locaux associatifs.

Constats :

- Vétusté des équipements,
- Dispersion spatiale,
- Coût d'entretien élevé,
- Inadéquation avec les besoins actuels et futurs

2.3 Étude de faisabilité (CP&O – 2023)

Une étude de faisabilité a été commandée en 2023 à CP&O (« Les m² heureux »).

- **Deux sites identifiés** :
 1. Site actuel du CSU, au sud-est du campus, le long de la route de Baduel, proche de l'IFAS et de la halle Kevin Seraphin.

2. Une parcelle libre à l'ouest du campus, encore inoccupée, pouvant accueillir une construction neuve.

Cette étude a mis en évidence un déficit majeur d'infrastructures sportives, une absence de lieux fédérateurs, et la nécessité d'un projet structurant.

2.4 Objectifs de l'opération

Le projet vise à :

- Offrir des équipements sportifs adaptés à 7 000 étudiants et 300 personnels à horizon 2030,
- Renforcer l'identité du campus et développer sa vie sociale,
- Créer un équipement modulable apte à accueillir :
 - Activités sportives quotidiennes,
 - Compétitions universitaires,
 - Événements culturels et manifestations associatives,
- Associer réhabilitation et construction neuve,

2.5 Enjeux identifiés

- **Académiques** : mise en place de la filière STAPS.
- **Sociaux** : création de lieux de vie et d'animation.
- **Environnementaux** : conception bioclimatique, ventilation naturelle, durabilité.
- **Économiques** : optimisation du coût global d'exploitation et d'entretien.
- **Politiques** : articulation avec la CTG, l'IFAS, l'ASPTT et les acteurs territoriaux.

2.6 Pratique sportive et écosystème local

La pratique sportive universitaire concerne environ 500 à 600 étudiants, soit 12 % des effectifs, ce qui est satisfaisant comparé à la moyenne nationale.

Difficultés :

- Niveau sportif insuffisant pour 10 % des inscrits,
- Absence de cours de mise à niveau,

Sports pratiqués : handball, basket, volley, futsal, badminton, musculation, marche, renforcement musculaire, natation (hors campus, piscine Malia Metella).

Écosystème :

- **Bureau de la Vie Étudiante (BVE)** : appui organisationnel.
- **SUAPS** : encadrement.

- **AU-ASA** : association créée en 2022 pour structurer la pratique sportive et engager l’affiliation à la FFSU.
- **INSPE** : besoins modestes mais contraints par l’absence de piscine et de vestiaires.
- **IFAS** : formation de haut niveau, hébergement de 80 élèves, projet de Maison Régionale de la Performance.
- **ASPTT** : acteur historique, gestion d’activités sportives variées.

Enjeux : créer un équipement à la fois universitaire, associatif, compétitif et culturel.

3. Missions détaillées de l’AMO

3.1 Programmation technique détaillée – deux scénarios

L’AMO sera chargé de concevoir la **programmation technique détaillée (PTD)**, véritable clef de voûte de l’opération.

3.1.1 Démarche des concertations et recueil des besoins

- Organisation d’ateliers participatifs avec les étudiants, enseignants, personnels techniques et administratifs.
- Entretiens spécifiques avec : SUAPS, AU-ASA, BVE, responsables STAPS, enseignants INSPE, représentants IFAS et ASPTT.
- Élaboration d’une **cartographie des besoins** (usages sportifs, usages culturels, besoins de stockage, besoins de vie étudiante).

3.1.2 Analyse du site et des contraintes

- Étude des deux sites identifiés par la faisabilité 2023 (site CSU/Baduel et parcelle Ouest).
- Lancement et analyse des différentes études qui pourront potentiellement être demandées à des autres prestataires (étude topographique, géotechnique, hydrologique, climatique etc.).
- Prise en compte des risques : inondations, humidité, chaleur, corrosion, vent, sismicité.
- Étude potentielle des réseaux et raccordements (eau, assainissement, électricité, fibre).
- Analyse urbanistique (compatibilité PLU, servitudes, risques naturels, périmètres protégés).

3.1.3 Élaboration des fiches espaces

- Rédaction de fiches espaces détaillées pour chaque local ou groupe de locaux : gymnase, dojo, salle polyvalente, salles de cours STAPS, salle de danse, musculation, vestiaires, locaux techniques, espaces extérieurs etc...

- Pour chaque fiche : les informations nécessaires comme potentiellement : surface, capacité, équipements, ambiance, contraintes climatiques, acoustiques, thermiques, prescriptions de mobilier, flexibilité d'usage.

3.1.4 Élaboration des scénarios programmatiques

- **Scénario A** : scénario optimisé, visant la stricte couverture des besoins sportifs universitaire et culturels.
- **Scénario B** : scénario élargi, intégrant davantage d'espaces polyvalents et modulables des activités de plus grande envergure.

3.1.5 Estimation budgétaire et compatibilité financière

- Réalisation d'une **économie de la construction** prévisionnelle, par macro-lots.
- Ajustement du programme pour garantir la compatibilité avec l'enveloppe de 8 M€ HT.
- Définition d'un budget précis, tenant compte du contexte local (coût des matériaux en Guyane, surcoûts logistiques d'importation).

3.1.6 Validation et livrables

- Rapport de programmation détaillée avec fiches espaces et deux scénarios.
- Présentation en comité de pilotage et ajustement selon arbitrages.

3.1.7 Diagnostic structurel intégré à la mission d'AMO

Dans le cadre de la programmation technique, l'AMO devra **intégrer à sa mission un diagnostic structurel** des bâtiments existants susceptibles d'être réhabilités (halle sportive, dojo, locaux attenants, etc).

Cette mission, qui fait partie intégrante de la prestation d'AMO, comprend :

- **Inspection et relevés techniques** : examen visuel des structures, repérage des désordres (fissures, corrosion, affaissements, humidité).
- **Analyses structurelles** : appréciation de la durabilité des bétons, aciers, charpentes et bois, compte tenu des conditions climatiques locales (humidité, termites, corrosion saline).
- **Vérification normative** : estimation de la conformité des structures aux normes applicables en Guyane.
- **Rapport technique** :
 - État de solidité des ouvrages existants,
 - Faisabilité de leur réutilisation dans le futur programme,
 - Estimatif des renforcements éventuels à prévoir,
 - Préconisation claire : réhabilitation ou démolition.

L'AMO pourra, s'il le juge nécessaire, recourir à des moyens internes spécialisés ou à une sous-traitance technique ponctuelle, mais il **reste seul responsable** de la production du diagnostic structurel et de son intégration dans le rapport de programmation.

Ce rapport constituera une base de décision pour le choix du scénario programmatique (réhabilitation vs reconstruction).

3.2 Assistance au choix des autres prestations intellectuelles

L'AMO assiste l'Université dans la sélection et le suivi des autres prestataires intellectuels indispensables.

3.2.1 Prestataires potentiellement concernés, en fonction des besoins estimés par l'AMO.

- **Coordonnateur SPS (CSPS).**
- **Contrôleur technique (CT).**
- **Bureau d'études géotechniques.**
- **Géomètre / Topographe**
- **Diagnostics amiante/plomb** si applicable.
- **Bureaux d'études spécialisés** : acoustique, scénographie, sécurité incendie (SSI).

3.2.2 Missions de l'AMO

- Rédaction des cahiers des charges de consultation (CCTP, critères, livrables).
- Appui technique et juridique à la passation des marchés.
- Analyse des candidatures et des offres (rapport d'analyse objectif et comparatif).
- Assistance au choix des prestataires (notes de synthèse pour jury).
- Suivi des missions annexes pour garantir cohérence et qualité.
- Diagnostics structure sur l'existant.

3.3 Assistance au recrutement de la maîtrise d'œuvre

3.3.1 Rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pour le concours

L'AMO sera chargé de **rédiger l'intégralité du Dossier de Consultation** pour la procédure de sélection de la maîtrise d'œuvre (concours restreint).

Le DCE devra comprendre :

- **Règlement de concours (RC)** : modalités administratives, critères de sélection, organisation des phases.
- **Programme de concours (PC)** : reprenant le Programme technique Détaillé, enrichi de toutes les prescriptions techniques et fonctionnelles.
- **Acte d'engagement et cadre de réponse.**
- **Clauses contractuelles spécifiques** :

- **Travail collaboratif** : obligation pour la maîtrise d'œuvre de prévoir des outils numériques collaboratifs (maquette numérique, plateformes de partage) et d'intégrer la participation des étudiants aux phases d'études (séminaires, ateliers, projet médiatique).
- **Clauses sociales** : intégration d'obligations pour la maîtrise d'œuvre de recruter au moins un ou plusieurs alternants ou stagiaires issus de l'Université de Guyane (filières de génie civil en priorité mais peut-être d'autres filières également) pendant la durée de sa mission.
- **Clauses environnementales**.

L'AMO devra produire un DCE complet, juridiquement sécurisé, compatible avec le Code de la commande publique et conforme au CCAG MOE.

A3.3.2 Analyse des candidatures

- Vérification de la conformité administrative.
- Analyse des capacités financières, techniques et professionnelles.
- Évaluation des références présentées par les groupements, en fonction des critères retenus.
- Rédaction d'un **rapport d'analyse des candidatures**.

3.3.2 Organisation du premier jury

- Préparation d'un RAO (rapport d'analyse des offres) sur les candidatures.
- Organisation logistique du jury en lien avec la MOA.
- Présentation des conclusions.

3.3.3 Analyse des esquisses

- Étude de 3 esquisses proposées par les équipes de maîtrise d'œuvre.
- Analyse comparative sur les critères :
 - Intégration au site,
 - Qualité architecturale,
 - Fonctionnalité des espaces,
 - Projet collaboratif,
 - Compatibilité avec le budget,
 - Durabilité et maintenance
 - Respect des clause sociale d'insertion.
- Rédaction d'un **rapport d'analyse des esquisses**.

3.3.4 Organisation du second jury

- Présentation des résultats.
- Animation des échanges.
- Préconisations de classement.

3.3.5 Assistance aux négociations

- Appui aux discussions avec l'équipe retenue.
- Vérification des engagements.
- Appui à la rédaction du rapport final de négociation.

3.3.6 Rapport final

- Rédaction d'une note de synthèse objective et argumentée.
- Proposition de choix à l'Université.

3.4 Phase conception – suivi APS uniquement (en option)

V3.4.1 Vérification de la conformité

- Analyse de la conformité des APS au programme et au budget.

3.4.2 Analyse fonctionnelle et technique

- Vérification de la qualité des espaces (flux, surfaces, ambiance).
- Analyse des premières estimations financières de la MOE.
- Identification des risques de dépassements.

3.4.3 Rapport APS

- Rédaction d'un rapport d'analyse APS avec recommandations et préconisations.
- Présentation en comité de pilotage.

3.8 Projet collaboratif avec l'université

3.8.1 Objectifs

- Intégrer la communauté universitaire, et plus précisément la filière de génie civil dans la démarche AMO, et dans l'ensemble des phases de conception et de réalisation du projet.
- Valoriser la filière génie civil avec des projets pouvant être médiatisés localement
- Valoriser pédagogiquement et scientifiquement l'opération.

3.8.2 Modalités

- Organisation d'ateliers participatifs avec étudiants et enseignants de la filière durant la programmation.
- Travaux dirigés et projets tutorés autour du centre culturel et sportif durant la programmation.

- Production de livrables collectivement (rapports, affiches, maquettes, contenu médiatique)
- Intégration de clauses spéciales dans le contrat de maîtrise d'œuvre afin de poursuivre le travail collaboratif en phase de conception.

3.8.3 Rôle de l'AMO

- Animer les ateliers et fournir des supports pédagogiques en programmation.
- Imposer dans le contrat de maîtrise d'œuvre une poursuite et une accentuation de ce projet collaboratif

4. Livrables attendus

L'AMO devra remettre, tout au long de sa mission, un ensemble de documents structurés et validés par la Maîtrise d'Ouvrage. Chaque livrable sera transmis en version numérique.

4.1 Phase initiale

- **Note de cadrage** : définition des objectifs, planning prévisionnel, méthode de travail, gouvernance.

4.2 Programmation technique détaillée

- **Programme fonctionnel détaillé (PFD)** intégrant les deux scénarios.
- **Fiches espaces** (une par local, annexe A).
- **Rapport d'analyse réglementaire et urbanistique.**
- **Budget prévisionnel détaillé** par macro-lots.

4.3 Prestations intellectuelles

- **CCTP de consultation** pour chaque prestataire (CSPS, CT, géotechnique, diagnostics, BE spécialisés).
- **Rapport d'analyse candidatures et offres** (grille comparative, note de synthèse).

4.4 Recrutement MOE

- **Rapport d'analyse candidatures MOE.**
- **Rapport d'analyse des 3 esquisses.**
- **Note de synthèse et recommandation finale.**

4.5 Suivi APS

- **Rapport d'analyse APS** (conformité programme, coût, surfaces, réglementation).

4.6 Projet collaboratif universitaire

- **Comptes rendus d'ateliers étudiants.**
- **Synthèse des contributions universitaires.**

5. Moyens attendus

L'AMO devra mettre à disposition une équipe pluridisciplinaire, compétente et expérimentée.

5.1 Disponibilité et engagement

- Nomination de référents pour la mission.
- Présence physique en Guyane aux moments clés (jurys, ateliers).
- Réunions régulières (présentiel ou visio).

6. Délais et jalons

La mission AMO s'étalera au maximum sur **1 an et demi** (jusqu'à la fin de la phase esquisse).

6.2 Contraintes

- Respect strict des jalons pour ne pas retarder la mise en place de la filière STAPS.
- Présentation de rapports intermédiaires au comité de pilotage.

7. Modalités contractuelles

7.1 Type de marché

Le présent marché est un **marché public de prestations intellectuelles** soumis au Code de la commande publique (ordonnance n°2018-1074 et décret n°2018-1075).

- Il relève du **CCAG Prestations Intellectuelles 2021**, dont les clauses s'appliquent sauf stipulations contraires précisées au CCP.
- La mission de l'AMO entre dans la catégorie des **marchés à prix global et forfaitaire**, ventilés par phases.
- L'Université de Guyane se réserve la possibilité de conclure des **avenants** en cas d'évolution substantielle du projet (scénario retenu, contraintes réglementaires nouvelles, etc.).

7.2 Engagement de l'AMO

L'AMO est tenu à une **obligation de moyens renforcée** et doit apporter toutes les diligences nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Il devra notamment :

- assurer la continuité de service sur toute la durée de la mission,
- garantir la disponibilité d'un interlocuteur unique identifié,
- mettre en place une traçabilité documentaire complète (GED ou équivalent),
- assurer la confidentialité et la neutralité dans ses analyses.

7.3 Phasage contractuel et paiements

La rémunération de l'AMO sera forfaitaire et ventilée selon les tranches suivantes :

- **Phase 1 : Note de cadrage et méthodologie**
- **Phase 2 : Programmation détaillée (scénarios + diagnostic structurel)**
- **Phase 3 : Consultations prestataires intellectuels**
- **Phase 4 : Recrutement maîtrise d'œuvre (candidatures, esquisses, jurys)**
- **Phase 5 : Suivi des études APS**
- **Phase 6 : Projet collaboratif universitaire et rapport final**

Les paiements seront effectués :

- sur présentation de facture détaillée, déposée sur Chorus
- après validation des livrables correspondants par le maître d'ouvrage,
- dans un délai maximal de 30 jours (délai global de paiement – DGP).

7.4 Pénalités et sanctions

En cas de non-respect des délais ou de non-conformité des livrables :

- **Pénalités de retard** : fixées à 300 €/jour calendaire de retard, plafonnées à 5 % du montant du marché.
- **Rejet des livrables** : le maître d'ouvrage pourra exiger la correction ou reprise, sans surcoût ni délai supplémentaire.
- En cas de manquement grave ou répété, le maître d'ouvrage se réserve le droit de **résilier le marché** aux torts exclusifs du titulaire (articles L.2195-4 et suivants du CCP).

7.5 Sous-traitance

- L'AMO peut recourir à des sous-traitants (notamment pour le diagnostic structurel, les études spécialisées), à condition que ceux-ci soient **déclarés et acceptés par le maître d'ouvrage** conformément à l'article L.2193-3 du CCP.

- L'AMO reste **pleinement responsable** de la qualité, des délais et de la conformité des prestations réalisées par ses sous-traitants.

7.6 Assurances et garanties

Le titulaire devra justifier :

- d'une **assurance responsabilité civile professionnelle** couvrant ses activités,
- d'une **assurance responsabilité décennale** s'il engage des prestations assimilables à de la maîtrise d'œuvre,
- de la mise à jour de ses obligations sociales et fiscales (via DUME ou DC2).

7.7 Confidentialité et données personnelles

L'AMO est soumis à une obligation de **confidentialité absolue** sur toutes les informations, documents et échanges liés au projet.

- Les données collectées dans le cadre de la mission devront respecter le **RGPD**.
- Les supports numériques devront être sécurisés et, de préférence, hébergés sur des serveurs garantissant une conformité aux standards européens (UE/EEE).

7.8 Indépendance et impartialité

- L'AMO ne pourra en aucun cas être candidat ou associé à la mission de maîtrise d'œuvre ni aux prestations intellectuelles annexes (CSPS, CT, etc.).
- Toute situation de **conflit d'intérêts** devra être signalée immédiatement au maître d'ouvrage.
- En cas de doute, le maître d'ouvrage pourra exiger la substitution d'un membre de l'équipe AMO.

7.9 Coordination avec le maître d'ouvrage

L'AMO devra mettre en place une organisation claire de coordination avec l'Université de Guyane :

- désignation d'interlocuteurs,
- réunions de suivi (présentiel ou visio),
- participation aux comités de pilotage et jurys,
- mise à disposition potentielle d'une plateforme collaborative (GED, cloud sécurisé) pour partager documents et livrables.

7.10 Spécificités liées à la Guyane

Compte tenu des contraintes locales, l'AMO s'engage à :

- tenir compte des **difficultés logistiques** (importation matériaux, surcoûts liés au transport maritime/aérien),
- anticiper les **délais administratifs spécifiques** auprès des services déconcentrés de l'État (DEAL, ARS, SDIS, CTG),
- assurer une **présence physique en Guyane** aux phases critiques (ateliers avec étudiants, jurys de sélection).

7.11 Engagement environnemental

Le présent marché s'inscrit dans une démarche de développement durable et de responsabilité environnementale. L'attributaire s'engage à respecter les principes environnementaux et à mettre en œuvre des mesures visant à réduire l'impact environnemental de ses activités dans le cadre de sa mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'Université de la Guyane.

1. Obligations de l'Attributaire

L'attributaire s'engage à :

- a. **Réduction des déchets** : Privilégier l'utilisation de supports numériques pour la transmission des documents et limiter l'impression papier.
- b. **Économie d'énergie** : Optimiser l'utilisation des ressources énergétiques lors des réunions et des déplacements, en favorisant les visioconférences et les moyens de transport à faible émission de carbone.
- c. **Sensibilisation** : Sensibiliser son personnel aux enjeux environnementaux et aux bonnes pratiques à adopter dans le cadre de l'exécution du marché.
- d. **Gestion des déchets** : Mettre en place un système de gestion des déchets respectueux de l'environnement, en particulier pour les déchets électroniques et les consommables de bureau.

2. Suivi et Reporting

L'attributaire devra fournir un rapport détaillant les actions mises en œuvre pour réduire l'impact environnemental de ses activités dans le cadre du marché sur demande du pouvoir adjudicateur.

8. Critères d'analyse des offres

8.1 Valeur technique (25 %)

- A. **Méthodologie (5 %)** : pertinence de la démarche proposée, clarté des livrables, outils de pilotage.
- B. **Moyens humains (10 %)** : qualité et expérience de l'équipe dédiée, disponibilité, spécialisation sur le volet structurel et sur le volet équipements sportifs.
- C. **Projet collaboratif universitaire (10 %)** : modalités d'implication des étudiants et enseignants, schémas collaboratifs proposés, pertinence des propositions.

8.2 Prix (65 %)

- Montant global de la mission (incluant la tranche optionnelle).

8.3 délais (10 %)

- **Délais proposés (10%) :** délais proposés pour l’accomplissement des phases clés de la mission